

Communiqué de presse du C-4

Négociations commerciales sur le coton :

Depuis quatorze ans, la question des distorsions causées à la production de coton dans les pays les moins avancés (PMA) et pays africains producteurs et exportateurs de coton a été présentée à l'OMC par les quatre pays co-auteurs de l'initiative sectorielle en faveur du coton (Bénin, Burkina Faso, Mali et Tchad). Un projet de Décision Ministérielle sur le coton, dans le cadre des négociations de la dixième Conférence Ministérielle de Nairobi a été soumis par le C-4.

Ce projet vise l'élimination progressive de toutes les formes de subventions et de soutiens internes ayant des effets de distorsion sur le marché international du coton et l'accès au marché en franchise de droit et sans contingent pour le coton et les produits dérivés du coton.

Ces quatre pays qui comptent parmi les pays les plus faibles et vulnérables au monde notent avec beaucoup de regret, qu'à ce jour, les négociations activement menées, tant à Genève qu'à Nairobi, n'ont pas enregistré de progrès substantiels, alors que les effets de distorsion des subventions et soutiens internes des Membres de l'OMC sur le marché international du coton persistent.

Eu égard aux positions tranchées des pays qui ont mis en place des politiques de soutien internes et de subventions au coton, les pays co-auteurs de l'initiative sectorielle en faveur du coton lancent, encore une fois, un appel pressant et pathétique à toutes les parties prenantes à s'inscrire dans une logique de flexibilité, en vue de parvenir à un résultat concret, chiffré et historique à Nairobi, sur les trois piliers de l'accès au Marché, des soutiens internes et de la concurrence à l'exportation, sans préjudice des résultats des négociations sur l'agriculture.

En tout état de cause, le C4 prend à témoin l'opinion publique internationale, sur cette situation, et tiendra pour responsables les pays concernés, d'un éventuel échec des négociations sur le dossier coton, dont l'importance pour la survie de nombreux petits producteurs dans les pays pauvres à travers le monde, et notamment en Afrique, n'est plus à démontrer.

Nairobi, le 16 décembre 2015.

Le C-4